Quarante-et-unième Année — N° 66 | UN NUMÉRO : 15 CENTIMES | VENDREDI 6 MARS 1896

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . . Six mois . . 26 fr. . Un an. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Fontaines, 42
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. à PARIS chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 28. — à BRUXELLES, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 5 MARS 1896

LA LEÇON DE LA DÉFAITE

Dans une de ses spirituelles boutades, Rossini disait : « Dieu a tout fait pour l'Italie; il lui a donné le soleil, la fertilité, le génie, les arts.., et même il a créé la Turquie, pour qu'elle ne fût pas le dernier peuple de la terre. »

Pauvre Italie! la voilà tombée tout d'un coup de ce rang de grande puissance politique et militaire auquel, par la forfaiture et l'iniquité bien plus que par le mérite, elle s'était élevée! La voilà précipitée, par la main d'un roi nègre, à cette avant-dernière place que lui garde le royaume de Mahomet!

Son désastre là-bas, en Abyssinie, lui fait perdre l'importance qu'elle croyait avoir conquise. Ses meilleurs soldats, son argent le plus liquide étaient engagés dans la malheuse expédition africaine. Elle est vaincue, culbutée par l'armée du Négus, laissant dans sa déroute canons, drapeaux, et peut-être ses généraux eux-mêmes! Quelle figure militaire peut-elle prétendre faire devant l'Europe?

Elle était entrée dans le grand triumvirat européen, à titre d'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche; elle avait sa part de suprématie dans l'influence exercée sur le continent par la triple alliance; elle avait son emploi dans la distribution des rôles assignés aux trois puissances concertantes; à elle incombait la mission d'envahir la France par les Alpes au premier signal de la guerre; mais, expérience faite de la vertu de ses armes, pour quoi comptera-t-elle désormais dans la Triplice?

Ses amis eux-mêmes se préoccupent de la condition que lui fait la suite de revers irréparables éprouvés par elle en Afrique.

Ils conviennent que la victoire de Ménélick porte à la puissance italienne un coup dont elle se relèvera encore plus difficilement en Europe qu'en Abyssinie. Ils ne cachent pas que l'Allemagne et l'Autriche devront considérer à l'avenir leur alliée comme une quantité presque négligeable. Et alors que deviendra la pauvre Italie d'Humbert et de Crispi, sans ses puissants amis? Comment se suffira-t-elle à elle-même? Quelle autre alliance trouvera-t-elle? Gardera-t-elle même la faveur de l'Angleterre?

L'avenir est bien sombre pour l'Italie, même s'il ne surgit pas à l'intérieur des complications politiques qui menacent l'état de choses établi.

Dieu a mieux fait encore pour l'Italie que de créer la Turquie, afin qu'elle ne fut pas le dernier peuple de la terre : il a placé chez elle la papauté. C'est sa grandeur, c'est sa force que de posséder dans son sein le siège de la suprême autorité de l'Eglise, d'être le lieu de la terre où s'élève le trône du Vicaire de Jésus-Christ. L'Italie révolutionnaire s'est faite l'ennemie de la papauté; elle s'est constituée à ses dépens, au préjudice même des droits du monde catholique tout entier; son roi s'est posé en rival, en persécuteur du Pape. L'iniquité ne lui a point réussi.

L'établissement italien craque de tous les côtés. Finances, commerce, ordre public, gouvernement, tout périclite à la fois, et voilà que les armes d'un roi semi-barbare font crouler sa puissance militaire. Que va devenir l'Italie, cette Italie spoliatrice et sectaire, édifiée sur les ruines temporelles de la papauté? Comment sortira-t-elle de la crise décisive qui s'ouvre aujourd'hui pour elle? Comment refera-t-elle son prestige, son crédit, son trésor, son armée, sa puissance? Comment même se maintiendra-t-elle, avec toutes les causes de révolution et d'effondrement qui pèsent sur elle?

De divers côtés, chez elle et en Europe, on lui donne des conseils. L'Italie n'a à en recevoir que d'une seule part. C'est le moment pour elle, après avoir reconnu ses torts et ses erreurs, de revenir au Pape, de se rappeler ses conseils, de répondre à ses avances, de chercher dans une réconciliation avec le chef de l'Eglise les conditions de relèvement et de prospérité qu'elle ne trouvera pas ailleurs.

La victoire de Ménélick lui aurait rendu le plus grand service, si elle pouvait l'amener à changer de politique, à se retourner vers la papauté, dont l'alliance est seule capable de lui refaire une grandeur et une force politique qui la remettront à sa place légitime en Europe.

A. L.

LE VOYAGE
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
A NICE

Nice, 4 mars. — Ce matin, à huit heures et demie, le président de la République s'est rendu dans le grand salon des fêtes où, ayant à ses côté les ministres, les sénateurs et les députés, il a reçu les autorités ainsi que les corps élus et constitués.

M. Simondetti, consul général d'Italie et doyen du corps consulaire, à présenté ses collègues.

M. Rouvier, député, président du conseil général, présente les membres de cette assemblée et dit :

« Notre assemblée départementale a la bonne fortune de ne pas être divisée en majorité et minorité; elle est unanime dans son dévouement à la France, à la République et aux intérêts dont elle a la charge.

» Permettez-moi, puisque j'ai eu l'honneur d'être votre collaborateur comme membre du cabinet Gambetta, de vous rappeler que Nice a la garde des cendres du grand citoyen et que son souvenir plane sur nous et nous inspire une foi inébranlable dans les destinées de la France et un profond dévouement à la République. »

Le président répond en quelques mots et ajoute :

« Gambetta, le grand patriote, voulait, — et nous voulons comme lui, — la France grande et prospère par l'union de tous ses enfants. »

Mgr Balaire, évêque de Nice, présente à son tour le clergé et prononce une éloquente allocution dont nous détachons le passage suivant :

» Encouragé par le roi Victor-Emmanuel qui voulait reconnaître les immenses services qu'il avait reçus de nous dans les plaines de la Lombardie, le comté de Nice s'est redonné volontairement à la France.

» Or, il me semble que venant présider l'inauguration du monument qui rappelle l'union centenaire de Nice à la France, il me semble que vous amenez la France avec vous. C'est elle que je vous enlace dans ses bras le Benjamin de la famille; c'est elle qui, pressant sur son cœur ce fils tendrement aimé, lui dit, par la bouche de son plus haut représentant :

» Oui, tu es à moi et je suis à toi. La France est la patrie, elle le sera toujours. Son drapeau est celui de l'honneur, de la fidélité et de la liberté et s'il le fallait, l'armée que tu entoures si justement des plus vives sympathies l'armée est là pour te défendre et te garder toujours.

» A ce sentiment, à ce langage, croyez-le bien, M. le président, mes prêtres comme tous les habitants des Alpes-Maritimes répondent d'un seul cœur et d'une seul voix : Oui, oui, nous sommes Français, nous le serons toujours. »

Ce patriotique discours, prononcé devant toutes les autorités et devant le corps consulaire, produit un très grand effet.

Le président répond à Mgr Balaire en le remerciant des sentiments qu'il vient de traduire si éloquemment et termine par ces mots :

« Nous comptons sur tous les bons citoyens dont vous êtes pour ne penser qu'au drapeau qui nous couvre tous. »

Les réceptions se continuent par la présentation des maires et des municipalités du département, des officiers de la garnison et par celle des instituteurs.

Citons en passant l'allocution du général Verrier, commandant d'armée à Nice :

« Placés à la frontière, nous connaissons nos devoirs et nous sommes prêts à les remplir avec énergie. La France peut compter sur nous. »

Au cours de ces réceptions, M. Félix Faure a distribué les décorations suivantes : officier de la Légion d'honneur, le comte de Malaussèna, maire de Nice; chevaliers, MM. Bottini, juge au tribunal civil, et Claudo, conseiller général.

Après les réceptions, le président a déjeuné aussitôt pour être prêt à recevoir le tsarewitch qui doit lui faire une visite avant l'inauguration du monument.

LA VISITE DU CSAREVITCH

Nice, 4 mars, 11 h. 50. — Le train qui doit amener le Csarevitch est signalé. Les abords de la gare sont aussitôt dégagés. Le prince héritier de Russie a, en effet, manifesté, à deux reprises différentes, le désir de ne voir personne sur le quai de la gare, et d'être reçu avec la plus grande simplicité possible.

Avant l'arrivée

Les personnages officiels se groupent dans le salon d'honneur, dont la décoration, qui a servi pour l'entrée de M. Félix Faure, à Nice, a été légèrement modifiée. Les écussons, surmontés de drapeaux français et russes, ont été placés de tous côtés.

Dans le salon, nous remarquons, arrivés à l'avance, le grand-duc Pierre, le prince d'Oldenbourg et son fils, le duc de Leuchtenberg, M. Batourine, consul général de Russie, le commandant du yacht *Stanita*, appartenant au duc de Leuchtenberg, M. Crozier, directeur du protocole, assisté de M. de Roujoux; tous les ducs sont en grand uniforme et portent le grand-cordon de la Légion d'honneur. M. Crozier est également en grande tenue.

L'arrivée du train

A midi précis, le train pénètre en gare. C'est le train spécial du Président de la République, envoyé à la Turbie pour la circonstance. MM. Caillaux, président du Conseil d'administration de la Compagnie P.-L.-M.; Picard, directeur de l'exploitation, ont fait le voyage avec le csarewitch, et le conduisent dans le salon où les Grands-Ducs l'attendent.

L'héritier de la couronne de Russie, qui a 23 ans, est de taille moyenne, d'apparence assez délicate. La figure est pâle, bien qu'ayant été bronzée par le soleil. Une fine moustache blonde orne la lèvre supérieure. Le Csarewitch paraît être d'une timidité extrême. Il a revêtu l'uniforme de capitaine de vaisseau de la marine Russe, sur lequel se détache le grand ruban de la Légion d'honneur.

Après avoir serré la main de M. Crozier, il échange quelques paroles rapides avec les grands ducs, et se dirige vers la cour de la gare, où l'attendent les voitures de la présidence.

Dans la cour, le 7e bataillon de chasseurs alpins, rend les honneurs; un escadron du 7e cuirassiers forme l'escorte.

Le tzarewitch prend place dans un landau de gala attelé de quatre chevaux d'artillerie. Le grand-duc Pierre s'assied à sa gauche, M. Crozier, directeur du protocole, en face de lui.

Dans la seconde voiture montent le duc de Leuchtenberg, le prince d'Oldenbourg et son fils et M. de Roujoux, cinq autres voitures sont réservées aux personnes de la suite du tzarewitch : le baron Von Stachelger, grand maître de la maison, le prince Orloff, en grand uniforme de cuirassier blanc, avec le casque d'or surmonté de l'aigle aux ailes déployées.

L'enthousiasme de la foule

Des renseignements inexacts avaient été répandus sur l'heure précise de l'arrivée du tzarewitch, et ce n'est que par les bâtives mesures d'ordre, prises sur le parcours, que les Niçois ont été renseignés.

Néanmoins, quelques instants ont suffi à la population pour se masser sur tout le parcours, et lorsque le cortège s'engage dans l'avenue de la Gare, de formidables acclamations retentissent, poussées par la foule énorme des curieux qui crient : « Vive la Russie! »

Deux capitaines de cuirassiers se tiennent aux portières du landau du tzarewitch. Une double file de cuirassiers encadrent les voitures et un escadron de cuirassiers ferme la marche. Tout le monde applaudit; les femmes jettent des bouquets dans la voiture, sur tout le parcours de la gare à la préfecture, la foule pousse sans répit des vivats en l'honneur de la Russie et des grands ducs. On est réellement assourdi par cette explosion d'enthousiasme indescriptible qui ne cesse pas un instant, pendant les vingt minutes que dure le trajet.

Les cris de : « Vive la Russie! vive le czar! vive le tzarewitch! vive l'ami de la France! vivent les grands-ducs! » s'entrecroisent.

Des fenêtres noire de spectateurs, tombe une pluie de petit bouquets de violettes, de mimosa, de jacinthe.

Le tzarewitch qui, sans doute, ne supposait pas que la manifestation aurait ce caractère grandiose, paraît un peu intimidé. Il sourit, et répond aux vivats par le salut militaire.

Ceux qui l'ont vu à son arrivée en France, ne le reconnaissent pas, tant s'est amélioré son état de santé.

Les chevaux prennent le galop mais, un peu plus loin, ils sont obligés de ralentir l'allure, et c'est au pas que le cortège arrive place Masséna. Sur cette place, la foule est encore plus compacte, si c'est possible, que dans l'avenue de la gare. L'enthousiasme grandit encore.

Le grand duc continue à faire le salut militaire. Les grands ducs et les officiers de la suite répondent également par des saluts, aux acclamations de la foule.

A midi, le cortège débouche place de la Préfecture, complètement dégagée. Un bataillon du 112e rend les honneurs. La musique du régiment joue la « Marseillaise » et l'Hymne russe. Au loin, la foule qui encombre les terrasses, trop étroites pour la contenir, acclame encore.

L'ENTREVUE

Le général Tournier, le commandant Moreau et le capitaine de la Mothe, reçoivent, au bas du perron, le tzarewitch, qui, précédé de deux huissiers de la présidence, en grande tenue de gala, de M. Crozier, suivi des grands ducs et de leur suite, gravit le grand escalier de la préfecture, traverse l'antichambre, où les valets de pied de l'Elysée font la haie, et pénètre dans le salon où se tient le président de la République, entouré du président du Conseil, du ministre de la marine, du général Zurlinden, de l'Amiral Brown de Colson, de M. Le Gall et des officiers de la maison militaire.

Le président de la République, qui porte le grand cordon bleu de Saint-André, souhaite la bienvenue à ses hôtes impériaux, leur présente les ministres et les personnalités qui l'entourent. Le tzarewitch présente les personnages qui l'accompagnent, puis le président de la République, le tzarewitch et les grands-ducs pénètrent seuls dans un second salon.

Le chef de l'Etat et le grand duc héritier prennent place sur des fauteuils, à gauche de la cheminée, pendant que les autres princes s'assaient du côté droit. La conversation n'a aucun caractère politique; elle roule sur le séjour du tzarewitch en France, sur l'amélioration de sa santé, et sur le voyage du président de la République. Elle est empreinte d'une grande cordialité et dure un quart d'heure.

Le tzarewitch, à plusieurs reprises, a manifesté sa satisfaction pour les prévenances discrètes dont il est l'objet à la Turbie, et en a témoigné sa reconnaissance.

Le retour à la gare

Le tzarewitch et le grand-duc prennent congé du président de la République et des ministres, et le cortège se reforme dans le même ordre qu'à l'arrivée. Dans la cour de la préfecture, la musique du 112e joue la *Marseillaise* et le régiment présente les armes sur le parcours du cortège. L'enthousiasme est toujours aussi vif.

A la gare, le 7e chasseurs rend les honneurs, les alpins présentent les armes.

Le tzarewitch salue une dernière fois la foule et, sur le quai prend congé des grands ducs et de M. Crozier.

Le grand duc Pierre seul, monte avec lui en wagon et doit l'accompagner jusqu'à Beaulieu.

Puis, le tzarewitch remet à M. Paoli, commissaire spécial, une somme de 1,000 francs, pour les cavaliers qui l'ont escorté.

A une heure, le train part. Le Président de la République rendra demain après-midi, sa visite au tzarewitch à la Turbie; et rendra en même temps au prince de Monaco, la visite que celui-ci doit lui faire à 5 heures après-midi, aujourd'hui.

LE MONUMENT DU CENTENAIRE

Nice, 4 mars. — L'inauguration du monument commémoratif de l'union de Nice à la France, a été très brillante. La pluie a fait cependant son apparition à la fin de la cérémonie; mais, sans trop lui nuire. Une vaste tribune avait été élevée sur la Promenade des Anglais. Le président y a pris place avec les ministres, et tous les personnages officiels.

Dans une tribune réservée, attenant à celle du chef de l'Etat, se trouvaient le duc de Leuchtenberg, le prince et la princesse d'Oldenbourg, le consul de Russie, tous en civil. On remarque beaucoup l'absence des consuls d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre et d'Italie qui auraient refusé aussi, paraît-il, l'invitation d'assister au banquet de ce soir. C'est à 3 heures, qu'a eu lieu l'inauguration du monument. Ce monument est édifié, face à la mer, au commencement de la promenade des Anglais.

Elle se compose d'un soubassement orné de guirlandes de fleurs, butée de consoles décoratives, et surmonté d'un groupe en marbre, représentant Nice, se jetant dans les bras de la France; la France casquée du casque gaulois enlace de son bras droit la ville de Nice qui, de son côté, appuie ses deux mains sur les épaules de la France. Au-dessous de ce soubassement s'élève une pyramide que couronne un chapiteau supportant la statue en bronze de la Victoire ailée.

Plusieurs discours ont été prononcés, par MM. le comte de Malaussèna, maire de Nice, Raiberti, député de Nice, et M. Rouvier, président du conseil général; ces deux derniers ont été très applaudis.

Pendant la cérémonie, le président remet la croix d'officier de la Legion d'honneur à M. Allard, sculpteur du monument. La cérémonie prend fin, après le défilé des autorités locales.

Le président se rend à la préfecture pour recevoir le prince de Monaco.

Sur son passage, on crie : « Vive le Ministère! Vive Bourgeois! » La véritable ovation, est pour l'amiral Gervais, que la foule entoure et acclame, quand il quitte la tribune officielle.

LA VISITE DU PRINCE DE MONACO

Nice, 4 mars. — La réception du prince de Monaco a eu lieu à 5 heures 1/2. Le prince est arrivé dans un landau de gala attelé à la daumont, précédé d'un piquet.

Il est vêtu de l'uniforme d'officier de la marine espagnole, et porte en écharpe, le grand cordon de la Légion d'honneur. Son fils, le lieutenant aux tirailleurs algériens est à ses côtés. A la préfecture, on observe à peu près le même cérémonial que pour la visite du tzarewitch.

L'entrevue a duré 25 minutes environ. Un accueil très sympathique a été fait au prince par les Niçois.

Immédiatement après le départ du prince, le président de la République a quitté l'habit, pris une redingote, et il a fait successivement une visite de courtoisie à la duchesse de Leuchtenberg, sur son yacht, et à la princesse d'Oldenburg, dans sa résidence de Nice.

A NICE. — Le Banquet

Nice, 4 mars. — Ce soir à huit heures, un grand banquet a été offert par la municipalité niçoise au Casino, magnifiquement décoré.

Le président de la République avait à sa droite le maire, le ministre de la marine, le général Zurlinden, le général Berrier, un vicaire général, remplaçant Mgr Balain, empêché; à sa gauche, le président du conseil, l'amiral Brown de Colson, l'amiral Gervais, le préfet, etc., etc.

Les seuls consuls présents sont ceux de Russie et des Etats-Unis; les autres ont décliné l'invitation et leur absence est très commentée.

DISCOURS DE M. FÉLIX FAURE

Au dessert, répondant au toast du maire de Nice, M. Félix Faure a dit :

» Je vous remercie de l'accueil que vous avez fait au président de la République; les manifestations, si spontanées, si touchantes, qui nous accompagnent depuis le moment où nous avons mis le pied sur le sol du vieux comté niçois, m'ont profondément ému. S'il est possible, je sens l'émotion pénétrer d'avantage, en songeant que vous m'associez à une fête qui fait battre le cœur de tous les Français. (Applaudissements).

» Vous célébrez, en effet, l'anniversaire du jour où par la libre volonté de vos pères, la France a vu s'accroître le nombre de ses enfants. (Vifs applaudissements).

» La Convention, en n'acceptant la réunion du Comte de Nice à la France, que sur la demande spontanée et réitérée des Niçois, avait donné à cette réunion son caractère; celui d'une adoption également glorieuse pour la France et pour le Comté de Nice. (Applaudissements).

» Elle avait aussi établi, en principe, que la victoire ne suffit pas à légitimer ce que n'a pas sanctionné un peuple libre. (Vive sensation. — Applaudissement prolongés.)

» Vous avez dit, M. le Maire, qu'il n'y a parmi vous qu'un seul parti, celui qui n'a d'autre ambition, d'autre but que de voir la France toujours grande, prospère et respectée.

» Ce sont là de nobles sentiments, laissez-moi vous en féliciter.

« Rapprocher tous les Français dans un même esprit de concorde et de paix, placer au-dessus de tout les intérêts de la nation, c'est faire acte de patriotisme élevé; c'est travailler à la grandeur du pays, par les seuls moyens propres à la réaliser; c'est, enfin, assurer à la République Française, la place qu'elle a le droit d'occuper dans le monde. (Chaleureux applaudissements.)

» Avec les enfants de Nice, je lève mon verre en l'honneur de la République, et au nom de la République, je lève mon verre, en l'honneur de Nice. (Salve d'applaudissements. »

Délégation corse

Avant le banquet, M. Gaudin, maire de Bastia, accompagné de M. Gavini, député de Bastia, d'un adjoint et d'un conseiller municipal, sont venus présenter une adresse au président :

« Foyer de patriotisme, dit cette adresse, la Corse, sœur aînée de Nice dans l'adoption, tend les mains vers le chef de l'Etat, et lui demande de garantir ses immunités fiscales dans la crise qu'elle traverse. »

M. Félix Faure a répondu qu'il ferait étudier cette question.

La soirée

Nice, 4 mars. — La soirée s'est terminée par un feu d'artifice magnifique. Le président y assistait.

M. F. Faure s'est rendu ensuite au bal qui se donnait, en son honneur, au théâtre, puis il est rentré à la préfecture, à onze heures et demie.

L'Empereur d'Autriche à Menton

Menton, 4 mars. — L'Empereur d'Autriche, accompagné du comte Pxar a assisté ce matin, durant trois quarts d'heure, sur la place d'armes, à la répétion des mouvements, faits par la gendarmerie et un escadron de cuirassiers, qui doivent escorter demain le Président.

LES ITALIENS
EN AFRIQUE

La bataille d'Adoua
UN TERRIBLE DÉSASTRE

Paris, 4 mars. — L'*Agence Nationale* a reçu, ce matin, 6 heures, la dépêche suivante de Rome :

« Les pertes italiennes, dans le combat d'Adoua, sont les suivantes : 3 généraux tués, 10.000 hommes tués, blessés, disparus ou prisonniers, 72 canons, 2 drapeaux et le campement italien tout entier tombé entre les mains des Choans.

» La consternation et l'irritation sont grandissantes en Italie. »

L'attaque des Choans fut tellement rapide que l'artillerie italienne n'eut même pas le temps d'ouvrir le feu.

On continue la concentration sur Asmara dont le général Barbieri prendra le commandement. Le télégraphe est coupé entre Asmara et Adigrat. Les nouvelles positives manquent : il ne semble pas qu'Adigrat soit occupé par les Choans.

La situation militaire

Rome, 4 mars. — On a reçu confirmation que le général Baratieri, avec les épaves de son armée, a exécuté, avec une rapidité inouïe, sa retraite sur Addi San, à 10 kilomètres en arrière. Les dépêches de source privée portent que la poursuite des Italiens en retraite et ensuite en déroute, a été acharnée et longue.

C'est surtout durant cette poursuite que les troupes italiennes ont subi des pertes enormes, en hommes, en matériel et en approvisionnements.

Les canons saisis par les abyssins, ont à peine été défendus. Il y aurait eu de nouvelles défections des contingents indigènes.

La concentration à Asvara, continuait la nuit dernière.

On croit de plus en plus, qu'Adigrat a été évacué.

L'impression en Italie

Rome, 4 mars. — Les tristes événements d'Afrique sont toujours très commentés dans tous les cercles et dans tous les lieux publics.

Le manque de détails officiels sur les morts, les blessés et les prisonniers cause surtout une grande anxiété.

De partout, on entend retenir des imprécations contre la politique africaine et contre Crispi. Les nombreuses séquestrations et les retards apportés à la transmission des dépêches continuent à provoquer de vives protestations de la part des correspondants de journaux contre la censure télégraphique.

L'annonce de ces séquestrations donne lieu à des scènes tumultueuses.

LE GÉNÉRAL BARATIERI
RELEVÉ DE SES FONCTIONS

Rome, 4 mars. — Par décret royal du 22 février, le général Baldissera est nommé commandant des forces navales en Afrique et investi de tous les pouvoirs civils et militaires.

Par décret royal du 3 mars, le général Baratieri est relevé des fonctions de gouverneur de l'Erythrée.

Le gouvernement a ordonné au général Baratieri de revenir immédiatement en Italie et de remettre le commandement au général Baldissera, attendu aujourd'hui à Massaouah.

Le cabinet attendra, quant aux renforts, les demandes du nouveau commandant en chef.

On dit que le général Baratieri sera mis en disponibilité et appelé à Rome pour rendre compte de sa conduite.

D'autres assurent qu'il sera cité devant un conseil de guerre.

Comme hier, les journaux ministériels rejettent l'entière responsabilité du desastre sur le général Baratieri. La *Capitale*, laisse même comprendre qu'il mérite d'être fusillé.

La situation parlementaire

Rome, 4 mars. — Suivant le *Popolo Romano*, le Cabinet a décidé de ne pas donner sa démission, mais de se présenter devant le Parlement demain 5 mars et de lui exposer sa conduite.

La *Réforma* dément le bruit que la rentrée du parlement serait retardée. Les couloirs de Monté-Citorio, sont très animés. Environ 200 députés sont présents; beaucoup estiment qu'une crise est inévitable. L'opposition a décidé d'attendre la déclaration du gouvernement pour dicter sa ligne de conduite. Quant aux membres de l'extrême gauche, si la Chambre était prorogée, ils donneraient leur démission collective et en appelleraient au pays.

Dans les cercles parlementaires, on persiste à considérer la chûte du Cabinet comme certaine.

Démission du ministère Crispi

L'*Agence nationale* reçoit la dépêche suivante :

« Rome, 4 mars, 3 h. 30 soir.

» Le ministère Crispi est démissionaire.

» Cette décision a été prise dans le conseil qui a eu lieu cet après-midi. »

Le cabinet fera, au commencement de la séance de demain, une déclaration dans laquelle il expliquera les motifs de sa décision.

Rome, 4 mars. — Le communiqué du conseil des ministres porte que la démission générale a été décidée à l'unanimité. Il y a une nouvelle comédie crispienne. La vérité est que, hier, Crispi, voyant les inquiétudes du Roi relativement à la colère populaire, renouvela l'offre de sa démission. Le Roi, après quelque hésitation, fit mander M. Crispi et lui dit qu'il acceptait sa demission comme nécessaire à la tranquillité du pays.

Aujourd'hui, au Conseil des ministres, les collègues du président du conseil n'avaient donc qu'à recevoir communication de sa démission et de l'acquiescement royal. C'était une simple formalité.

LES MANIFESTATIONS A ROME

Hier soir, 2.000 personnes environ ont essayé de faire une manifestation hostile au cabinet. La police et les carabiniers ont reussi à disperser la foule qui criait : « A bas le gouvernement! A bas les assassins! » Plusieurs arrestations ont été opérées.

Plusieurs journaux officieux reproduisant le portrait de M. Crispi ont été brûlés. La police a dû intervenir à nouveau.

Plusieurs centaines d'étudiants de l'Institut technique ont fait une manifestation tumultueuse qui a été dissoute par la force armée. Il y a eu trois arrestations.

Trois mille étudiants, réunis dans la cour de l'Université, ont voté un ordre du jour conçu en termes des plus violents contre l'expédition d'Afrique. Le député Vendemini, qui passait dans la rue, a été acclamé par les étudiants et obligé d'entrer dans la cour du palais universitaire; plusieurs étudiants monarchistes ont protesté et un violente bagarre s'est engagée.

L'Université vient d'être fermée. A présent Rome est tranquille.

L'AGITATION EN PROVINCE

Tous les députés arrivés à Rome hier soir et ce matin sont unanimes à déclarer que l'émotion et l'irritation sont grandes dans les provinces.

On annonce de Bergame, Crémone, Parme, Palerme, Cuneo, etc., que de nouvelles manifestations se sont produites contre l'entreprise africaine.

Une société ouvrière de Cuneo a reçu de M. Giolitti une lettre dans laquelle il dit : « Je n'ai pas le remords d'avoir appuyé une politique qui devait inévitablement conduire à de pareils désastres. »

Les journaux de Milan, Florence, Gênes, Turin, Palerme, Catane et de toutes les grandes villes constatent la profonde impression produite par les nouvelles d'Afrique. Les commentaires sont généralement défavorables au gouvernement. Une importante manifestation s'est produite à Côme.

Lodi, 4 mars. — La foule a accompagné, à la gare, 30 soldats de cavalerie, qui partaient pour l'Afrique, et a fait une manifestation, mêlant les cris de : « Vive l'Armée! » à ceux : « A bas le Gouvernement! » Trois commissaires de police ont essayé, sans y parvenir, de chasser la foule de la gare.

Dernière Heure

(De nos correspondants particuliers, et par FIL SPECIAL)

Réunion du conseil des ministres

Paris, 5 mars. — Les ministres se sont réunis ce matin, au Ministère de la Justice, en conseil de cabinet, sous la présidence de M. Ricard.

Lundi matin, dès que M. Léon Bourgeois sera de retour à Paris, la Chambre pourra fixer la date de la discussion des diverses interpellations sur les affaires de Madagascar.

Le Livre jaune contenant uniquement le texte du nouveau traité a été distribué aujourd'hui au Parlement.

Le ministre de l'instruction publique a entretenu ses collègues du projet de loi sur les universités, qui doit venir en délibération devant la Chambre. L'accord s'est établi sur tous les points entre le ministre et la commission.

M. Mesureur, ministre du commerce et de l'industrie, accompagné de M. Michel Lagrave, son chef de cabinet, a quitté Paris ce matin, se rendant à Marseille, où il doit rejoindre le président de la République.

Après le désastre. — Impression générale à Rome. — Le peu de résistance des troupes italiennes. — Mort du colonel Galliano

Rome, 5 mars. — Parmi les 200 officiers tués à la bataille d'Adoua se trouve le colonel Galliano, le héros de Makallé. L'impression générale est que ce sont les soldats italiens qui ont lâché pied les premiers, tandis que les officiers italiens et les troupes indigènes seuls ont résisté.

Mais on fait remarquer à leur décharge que les troupes recrutées de divers corps, ne se trouvaient point assez dans la main des officiers qui les commandaient.

On dit encore que l'armée manquait de vivres depuis six jours; que c'est donc le ventre vide et après avoir marché toute la nuit qu'elle a dû accepter le combat.

C'est ce qui explique, dans une certaine mesure, le peu de résistance que les soldats ont opposée, lorsqu'ils se sont vus subitement entourés par les Choans.

Le roi a réservé sa décision en ce qui concerne la démission du cabinet, il ne fait cependant nul doute que celle-ci deviendra effective.

« On continue à parler d'un cabinet présidé par le sénateur Ricotti avec le marquis di Rudinì comme ministre de l'intérieur. Cette combinaison donnerait satisfaction aux députés du Midi et de la Haute-Italie.

Les manifestations de Milan ont fortement impressionné la Chambre et Crispi. Ce qui, encore, cause une forte émotion, c'est la déclaration qui a été faite par le voyageur Franzoi.

La démission de M. Crispi

Opinions des journaux du matin.

Du *Rappel* : Malgré son audace, M. Crispi ne pouvait songer à se maintenir un jour de plus au pouvoir. La dynastie de Savoie est même atteinte. Hautement, on accuse le roi d'avoir conservé à la tête des affaires un homme dont le pays ne voulait plus et naturellement on le rend responsable de ce qui est arrivé. Ce en quoi l'opinion n'a pas tort.

Du *Journal* : Elle est bien légitime l'émotion profonde à laquelle aujourd'hui l'Italie est en proie. On commence à comprendre combien était funeste l'œuvre de Crispi l'Africain.

Du correspondant du *Gaulois* à Rome : La guerre est devenue absolument impopulaire depuis le désastre d'Adoua; elle rencontrera une vive opposition au Parlement. M. di Rudinì, qui est considéré comme le chef du futur ministère, très réservé d'habitude, déclarait hautement qu'il n'accorderait plus un sou ni un soldat aux ministres qui ont conduit le pays à sa ruine.

M. Cavalotti faisait les mêmes déclarations, mais dans un langage plus vif : « Amis, disait-il, il faut d'abord débarrasser le pays de ce scélérat de Crispi, puis on verra. La nation saura bien faire connaître et même imposer sa propre volonté ». Les mêmes idées prévalent au Sénat.

De l'*Evènement* : C'est l'heure du châtiment qui sonne pour le ministère Crispi; c'est le jour des réflexions salutaires qui approche pour l'Italie, délivrée d'un homme funeste.

Du *Petit Parisien* : Ce qui est certain, c'est que la nouvelle et éclatante victoire des Abyssins a déjà les plus graves conséquences, tant en Afrique, où la partie méridionale de la colonie italienne est en pleine insurrection, qu'en Italie, où l'opinion publique tout entière est indignée contre le ministre responsable des malheurs de son pays!

De la *Lanterne* : Les dernières dépêches annoncent que le cabinet a offert sa démission au roi Humbert. Sera-t-elle acceptée ou le roi voudra-t-il que le ministère responsable s'explique devant les représentants du pays? Peu importe. La politique de Crispi est à jamais jugée et condamnée.

Du *Figaro* : « Nous assistons donc au dernier acte d'un drame poignant dont le dénouement peut influer d'une manière décisive sur les destinées contemporaines de l'Europe. C'est le sort de la Triple-Alliance qui se décidera demain à Montecitorio. Quoi qu'il en soit, les Français n'ont pas à s'émouvoir des décisions qui seront prises. Il leur suffit de les surveiller.

L'opinion de Cipriani

M. Louis Marie, de la *Petite République*, a interviewé Amilcare Cipriani :

« — Croyez-vous à un mouvement révolutionnaire?

» — Oui. Je crois que la mesure est pleine; je crois que l'indignation générale se révoltera contre cet état de choses désormais insupportable à tous les points de vue. L'agitation existe. Elle se propage et augmente de jour en jour. La force publique et la police sont impuissantes à arrêter les manifestations hostiles à la monarchie, car il ne faut pas croire que ce soient seulement les socialistes et les républicains qui agissent.

» Avec eux marchent, d'un commun accord, tous ceux qui ont été ruinés par la monarchie, ceux aussi qui ont à pleurer des victimes des désastres successifs survenus au cours de l'œuvre fatale de Crispi.

Le Négus

De M. Jean Bernac, du *Gil Blas*, interview avec M. Gaston Vanderkeyn, qui demeura auprès de Ménélick de novembre 1893 à juillet 1895 :

« — Les soldats du Négus sont bien armés. Ils ont à leur disposition des fusils Gras, des Remington et principalement des Wetterli fournis par les Italiens eux-mêmes. C'est un ennemi avec lequel il faut compter.

» Lorsqu'il ne guerroie pas, Ménélick se lève au petit jour. Il visite ses ateliers. Ceux-ci sont consacrés à la réparation des fusils et à la fabrication d'une orfèvrerie ordinaire. Un de ses plaisirs favoris est aussi de se rendre dans ses jardins potagers, ensemencés de graines de France, et ou choux, artichaux et carottes poussent admirablement.

» Il rentre ensuite dans une des salles du palais où un déjeûner lui est servi. La nourriture abyssine se compose presque exclusivement de sauces au poivre de Berberi et où nagent des morceaux de viande: comme boisson, de l'hydromel.

» Je crois que les Italiens feront la paix après la moindre petite victoire à leur actif, mais ce sera très difficile.

» Ils vont avoir, de plus, à subir la période des fièvres. Il est vrai qu'elle s'attaque autant aux noirs qu'aux Européens.

» Mais j'estime que les Italiens devront encore sacrifier deux cents millions et une soixantaine de mille hommes pour arriver à un résultat. »

Les Italiens à Marseille

Marseille, 5 mars. — A la suite des dépêches arrivées aujourd'hui, une vive effervescence s'est produite dans ceux de nos faubourgs où pullulent les ouvriers italiens. Nombre d'entre eux sont atteints par les appels de classes projetés. Pendant la soirée d'hier, des conciliabules ont été signalés dans divers débits où ont coutume de se réunir les Italiens.

Comme l'animosité est toujours vive entre Français et Italiens, le moindre incident peut avoir des conséquences graves; une surveillance très active est exercée. Il ne faut pas oublier que Marseille compte quatre-vingt-dix mille Italiens, et à la veille de l'arrivée de M. Félix Faure on a tout lieu de redouter que les graves événements d'Abyssinie n'entraînent ici quelque complication: des mesures sérieuses sont prises pour prévenir toute éventualité de trouble.

Anglais et Italiens — Compassion dans le malheur Intérêts bien compris

Londres, 5 mars. — Le *Morning Post* est d'avis que l'Angleterre doit donner en ce moment des secours à l'Italie, non seulement par une déclaration de politique amicale, mais aussi en lui fournissant quelque argent et en facilitant son commerce.

Elle agira ainsi dans l'intérêt de sa propre sécurité et de la paix de l'Europe.

L'occasion s'offre d'elle-même de mettre fin aux malentendus qui existre en l'Angleterre et l'Allemagne.

La reddition de Jameson. — Version du gouvernement. — Sans conditions

Londres, 5 mars. — Le correspondant du *Times* à Prétoria dit que le gouvernement donne la version suivante de la reddition de Jameson :

Lorsque le drapeau blanc fut levé, le commandant Cronge demanda, par téléphone, des ordres à Prétoria. Il lui fut répondu que la reddition devrait être faite sans conditions et dans